



**Le 25 juillet 2016**

**Solidaires** SYNDICAT NATIONAL  
**Finances**  
**Publiques**

## **VIVRE ENSEMBLE ET DÉMOCRATIE : DANGER IMMÉDIAT !**

**La folie meurtrière a encore frappé, en plein cœur de l'été. Chez nous d'abord, à Nice le 14 juillet, puis en Allemagne, par trois fois, ces derniers jours. On ne compte plus par ailleurs les attentats où les actes de guerre et leurs milliers de victimes, pour la plupart de confession musulmane, au proche et moyen Orient ou encore en Asie. Nous exprimons notre soutien à toutes les victimes de ces actes meurtriers et nos pensées vont vers leurs familles.**

Si tous ces tragiques événements n'ont pas tous de lien direct entre eux, ils témoignent incontestablement que nous nous éloignons de plus en plus d'un monde de paix et d'une société hexagonale apaisée. Ils démontrent également l'incurie des politiques internationales, mais aussi intérieures des principaux États de la planète, plus préoccupés de leurs intérêts économiques et géostratégiques que de la vie humaine.

Pour ce qui nous concerne plus directement, l'attaque perpétrée à Nice a fait l'objet d'un traitement politique et médiatique hallucinant et marqué encore une fois du sceau de l'émotion et du voyeurisme alors qu'il aurait du et qu'il doit faire appel à la responsabilité.:

Les premières réactions de l'exécutif, au soir même du massacre, ont de quoi interroger : la seule nationalité de l'agresseur, sans doute déjà connue à cet instant au plus haut niveau de l'État, ainsi que le mode opératoire, ont suffi au Président de la République pour qualifier et caractériser cet acte meurtrier d'attentat terroriste. S'il voulait fracturer encore un peu plus le pays, il ne s'y serait pas pris autrement !

Sa communication pour le moins hâtive pourrait par ailleurs, au vu des ignobles polémiques politiciennes qui entourent l'enquête, faire le bonheur des complotistes de tous bords

Les décisions prises en « réponse » à ce qui est désormais officiellement qualifié d'attentat terroriste frappent quant à elles par leur précipitation et leur innocuité avérées.

Sa fin à peine annoncée, l'état d'urgence a été immédiatement prolongé pour une durée de six mois, tandis que le gouvernement décidait de renforcer son engagement militaire en Irak par l'envoi de matériels militaires supplémentaires sur le terrain des hostilités. Comme si l'empêchement pour Daesh de « fonder » son Califat allait suffire à éloigner toute menace terroriste sur notre territoire. Quant à l'état d'urgence, la quasi-totalité des spécialistes de la lutte antiterroriste affirment son inefficacité.

Une nouvelle étape a été franchie en cet été 2016 dans l'atteinte aux libertés individuelles qui sont notre bien le plus cher, et ce ne sont pas les sondages qui prétendent qu'une majorité de nos concitoyens sont prêts à en abandonner une partie au profit de leur sécurité qui nous empêchera de poursuivre notre combat syndical pour une société de libertés, plus juste, plus humaine et plus solidaire.

Car la réponse à une situation qui se complexifie de plus en plus est ailleurs. Elle réside dans une politique de fond, sociale, économique, de solidarité et de paix qui puisse durablement éloigner les menaces et décourager les engagements individuels destructeurs et suicidaires.

Comment ne pas céder à la tentation des utopies extrémistes quand on peine à comprendre le monde et la société qui nous entoure ? Comment trouver son chemin face à la vacuité d'un avenir ou d'une ambition commune ? Comment ne pas tomber dans la résignation, pire, dans la violence, y compris contre soi-même, quand on se sent exclu, mis à l'écart, inaudible de ceux-là même que nous avons élus pour nous représenter ?

L'autoritarisme du gouvernement, y compris en matière sociale, avec par exemple l'usage répété du 49-3 ou encore les passages en force comme celui qui a présidé à l'adoption du protocole sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations, ne peuvent que faire naître la désespérance et générer à terme de la violence, et ce même dans le monde du travail. Le risque de voir se multiplier les actes désespérés est bien réel et les attitudes comme les propos du personnel politique, d'où qu'ils viennent, ne peuvent que renforcer ceux et celles qui veulent se saisir de l'occasion pour imposer des politiques discriminatoires, racistes et d'exclusion.

**LA DÉMOCRATIE ET LE VIVRE ENSEMBLE APPARAISSENT DE PLUS EN PLUS EN DANGER ET SEULE UNE RÉACTION COLLECTIVE ET CITOYENNE EST DE NATURE À ENRAYER LA SPIRALE INFERNALE DANS LAQUELLE NOUS SOMMES EMPORTÉS.**

**Pour nous joindre : [contact@solidairesfinancespubliques.fr](mailto:contact@solidairesfinancespubliques.fr)**